

DIEU ET LE ROI

DISCOURS PRONONCÉ A VANNES

Par le Comte Albert DE MUN

LE 8 MARS 1881

TROISIÈME ÉDITION

PRIX : 10 CENTIMES

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ BIBLIOGRAPHIQUE

MAURICE TARDIEU, DIRECTEUR

35, RUE DE GRENELLE, 35

1881

DIEU ET LE ROI

DISCOURS PRONONCÉ A VANNES

Par le Comte Albert DE MUN

LE 8 MARS 1881

Messieurs,

Avant d'aborder les graves questions que je me propose d'examiner devant vous, je dois remercier M. le comte de Monti des paroles trop bienveillantes qu'il m'a adressées dans l'énergique allocution que vous venez d'entendre et de saluer de vos applaudissements, et il me permettra, j'en suis sûr, de confondre, dans une même expression de gratitude, son nom et celui de M. le comte de Lambilly, qui m'a donné, depuis cinq ans, dans ce département, des témoignages si précieux d'une amitié à laquelle je me félicite d'autant mieux de pouvoir rendre un public hommage, qu'elle est faite de deux parts inégales : l'une d'abnégation, l'autre de reconnaissance, et celle-ci est la mienne. (Bravos. — Applaudissements. — Vive M. de Monti! — Vive M. de Lambilly!)

Mais ce n'est pas seulement le patronage d'une amitié qui m'honore et de leurs noms respectés que m'apportent ici ces deux messieurs, et leur présence est autre chose que le gage d'une affectueuse sympathie. Leur place était marquée au premier rang d'une réunion

dont le caractère politique est publiquement annoncé, et je suis heureux, en les saluant à ce titre, de donner, pour ma part, l'exemple d'une discipline qui m'est douce assurément, mais que j'aime à pratiquer, surtout parce qu'elle est la force de tous les partis, la condition même de leur vie, et, pour le parti royaliste tout spécialement, la conséquence naturelle du principe qu'il représente. (Très bien ! très bien !)

Si je n'avais eu, messieurs, rien d'autre à faire au milieu de vous qu'un discours, je n'aurais pas, dans cette saison, troublé l'ordre habituel de votre vie ; si je n'avais eu qu'une protestation nouvelle à vous demander contre des mesures arbitraires ou contre des lois funestes, j'aurais encore hésité à le faire : vos consciences suffisent à vous dicter contre la tyrannie révolutionnaire une perpétuelle protestation et vous en donnez, à chaque attentat nouveau, le témoignage éclatant. (Applaudissements.) Ce que je vous apporte aujourd'hui, permettez-moi de vous le dire, ce n'est pas non plus une profession de foi personnelle ; ni vous ni moi n'en avons besoin : ni vous, qui m'avez donné le plus beau gage de votre confiance en me faisant votre compatriote, ni moi, qui ai rencontré sur le chemin de ma vie politique, dans les encouragements publics dont mon Roi m'a comblé et dans l'acharnement dont les républicains m'ont poursuivi, un double et suffisant honneur. (Bravos redoublés. — Cris de vive M. de Mun !)

Je viens, messieurs, vous dire, dans toute la franchise de ma conscience, ce que je pense de la situation du pays, et ce que je crois être, en face de cette situation, le devoir de tous les gens de bien. Je ne me dissimule pas la gravité du sujet, mais j'apporte à cet entretien le sentiment profond d'une nécessité politique ;

car, s'il y a dans la parole publique de lourdes responsabilités, le silence, à certaines heures, en porte avec lui qui ne sont pas moins redoutables. Nous sommes à l'une de ces heures. (Sensation prolongée.) Demain, les destinées de la France seront livrées une fois de plus aux tempêtes électorales, et déjà on prépare, par de savantes manœuvres, la dictature qui doit en sortir comme le couronnement naturel de la République. Or, ce n'est pas assez de maudire cette dictature qui s'avance et de lui crier, en se détournant d'elle, qu'elle est la honte et la perte du pays ! (Très bien ! très bien ! — Applaudissements.)

Un homme public doit autre chose à ceux qui placent en lui quelque confiance ; s'il connaît un moyen d'échapper à cette honte et à ces ruines, s'il croit savoir où peuvent être l'honneur et le salut, il faut qu'il le dise, sous peine de manquer à sa tâche. Je viens essayer de remplir la mienne, et je ne pouvais choisir, voulant accomplir un acte aussi grave, d'autres auditeurs que vous, messieurs, qui m'avez ouvert les portes de la vie politique, qui m'y avez soutenu sans défaillance, à travers tant de luttes et de contradictions, et qui m'avez gardé, dans la mauvaise fortune, une affection si fidèle et si touchante.

Messieurs, depuis dix ans, la République existe en fait ; depuis cinq ans, elle est officiellement organisée : c'est un stage suffisant, une expérience assez longue, pour que nous soyons fondés à lui demander compte de ce qu'elle a fait pour le pays, de ce qu'elle lui réserve, de ce qu'elle lui coûte et de ce qu'elle lui rapporte. (Rires ironiques. — Applaudissements.)

Je ferai cet examen avec tout le calme, avec toute la modération possibles, et je vous demanderai de m'entendre dans les mêmes dispositions, comme des hommes

qui usent de leur droit et qui accomplissent leur devoir de citoyens, en se préoccupant des questions les plus graves de la vie nationale.

Et d'abord, je constate qu'à l'heure où je vous parle, après deux années d'un pouvoir exercé sans contestation, sans limite, sans entrave d'aucune sorte, par les républicains, il y a en France, au lieu de l'apaisement et de la sécurité, une agitation profonde et un malaise général. (C'est vrai! c'est vrai!) Je constate partout, dans tous les rangs de la société, une inquiétude chaque jour grandissante et j'entends de toutes parts des gens qui se plaignent : l'un, de sa vie matérielle embarrassée et incertaine du lendemain, l'autre, de sa vie morale, troublée de mille manières; celui-ci de l'atteinte portée à sa conscience religieuse; celui-là de l'obstacle mis à l'exercice de ses droits les plus essentiels. (C'est vrai! — Très bien! — Applaudissements.)

D'un bout à l'autre du pays, prêtre ou religieux, magistrat ou soldat, laboureur, industriel ou artisan, père de famille ou contribuable, il y a des gens qui souffrent et qui le disent tout haut quand ils sont libres, tout bas quand ils sont gênés dans leur indépendance, et le nombre en est si grand que c'est presque tout le monde. (Oui! oui! — C'est bien cela!) J'allais dire tout le monde, s'il n'en fallait retrancher la troupe des satisfaits qui ont des places et des appointements et qui, se trouvant à l'aise dans leur nouvel état, déclarent que tout est au mieux dans la meilleure des républiques. Ceux-là, si vous leur demandez ce qu'ils pensent de la situation politique, ils vous répondront sans doute par le vieux refrain de Bé-ranger :

Quels dinés!
Quels dinés
Les ministres m'ont donnés!
Oh! que j'ai fait de bons dinés!

(Rires ironiques. — Applaudissements) et, pour le reste, ils vous renverront à ce récent discours du trône où le président de la Chambre des députés étalait sous les yeux de ses collègues émerveillés et ravis la longue énumération des bienfaits répandus par leurs mains, des travaux accomplis par leur zèle, et le tableau magnifique de la prospérité, de la grandeur et de la satisfaction républicaines.

Messieurs, voilà le langage officiel et le piédestal que se dressent à eux-mêmes les hommes qui nous gouvernent.

Et maintenant, voulez-vous que, nous détournant de ces triomphateurs, nous regardions, en face de ce tableau, la réalité des choses, et que nous descendions un peu des hauteurs gouvernementales pour nous tourner vers la France qui ne dîne pas au Palais-Bourbon (Rires), vers la France qui croit en Dieu, vers la France qui travaille et qui produit? Oh! alors, messieurs, nous entendrons un autre langage : les uns vous montreront les dépenses accrues de 850 millions depuis 1876, les budgets s'élevant toujours, les crédits supplémentaires accordés presque sans discussion, et cependant, l'emprunt toujours à l'état latent et le besoin d'argent révélé par toutes les mesures financières.

Les autres vous dénonceront, sous l'apparence d'une prospérité trompeuse, une crise économique chaque jour plus redoutable et qui nous prépare, pour demain, un réveil terrible. Ils vous diront que l'importation des produits étrangers va toujours en augmentant dans des proportions énormes pendant que l'exportation diminue, si bien que la balance du commerce français s'établit pour 1880, par une perte totale d'un milliard 507 millions (C'est vrai!), c'est-à-dire que notre argent passe à l'étranger, et que, plus le chiffre des affaires

grossit chez nous, plus c'est au bénéfice des nations voisines : situation déplorable que vous connaissez tous, parce que vous en souffrez cruellement, et qui révèle un trouble profond dans les intérêts étroitement unis de l'agriculture et de l'industrie.

L'agriculture ! Messieurs, il me suffit de la nommer devant vous pour vous arracher un cri de détresse qui vient faire écho aux protestations de tous les agriculteurs de France, écrasés par un régime sous lequel succombe la richesse nationale, et dont le contre-coup va du producteur atteindre l'ouvrier des champs par la diminution du travail et la rareté des salaires. (Assentiment.)

L'industrie ! Il y a dix-huit mois déjà, M. Pouyer-Quertier, parlant au président de la République, au nom de soixante chambres de commerce, résumait en deux mots sa condition et le terme de ses revendications : « Ce qu'elle demande, disait-il, c'est la possibilité de vivre et de faire vivre les nombreuses populations ouvrières qu'elle emploie ! » On en est là ! c'est-à-dire que la situation est tendue jusqu'au point d'être devenue une question de vie ou de mort. Voilà la prospérité où nous nous endormons ! (C'est cela ! C'est la vérité !)

Et si, prêtant l'oreille à d'autres révélations, vous voulez savoir où en sont, à côté de ces intérêts matériels qui sont la vie même du pays, les grandes institutions qui sont les fondements de l'ordre social, on vous dira, avec une patriotique douleur, les ravages que porte, dans cette généreuse armée qui s'appelle l'armée de la France, le despotisme politique, mêlant son inquisition perpétuelle à tous les actes de la vie militaire ; la manie des innovations révolutionnaires troublant à chaque instant l'œuvre de la défense nationale ; la malsaine recherche d'une illégitime popularité cachant, sous l'apparence d'une diminution fictive des charges publi-

ques, une désorganisation croissante, et, pour achever ce désordre matériel, la persécution religieuse qui vient, en chassant Dieu de la caserne, ravir au soldat sa meilleure consolation, aux familles leur plus précieuse garantie, à la patrie le gage le plus certain du dévouement de ses enfants. (Bravos répétés. — Applaudissements.)

D'autres encore vous parleront des magistrats ébranlés sur leurs sièges, dénoncés partout et jusqu'à la tribune nationale comme des ennemis publics, placés entre l'indépendance de leurs âmes et la préservation de leur carrière, et menacés d'une législation nouvelle qui, en sacrifiant ceux d'aujourd'hui, ne laissera plus à ceux de demain que le prix des services qu'ils rendront. (C'est cela !)

Voilà ce qu'on fait des institutions du pays ; et faut-il vous parler de l'administration ? Hier j'avais sous les yeux un relevé des mouvements effectués dans les différents ordres de fonctionnaires depuis trois ans : il y a eu 15,956 mutations, et, dans le nombre, des milliers de révocations qui laissent toute une armée d'anciens et fidèles serviteurs du pays avec un avenir détruit, un grand nombre privé des ressources les plus nécessaires à leur vie et à celle de leur famille. Voilà comment on traite l'administration française : on la brise, on la bouleverse de fond en comble, et on s'en sert comme d'une prime offerte aux amis par la faveur d'un parti politique.

Et pendant qu'on met ainsi, au dedans, le pays en coupe réglée, au dehors, on abaisse la dignité nationale dans d'inexcusables aventures. On compromet à l'étourdie, dans un banquet, le nom de la France ; on engage dans un repas intime sa parole et peut-être ses soldats ; on va, par une ignorance ou une complicité également

coupables, jusqu'à permettre à des contrats inavoués de livrer ses armes et ses approvisionnements; (Oui ! oui ! — A bas Gambetta !) on oublie enfin qu'on a, par un coup du destin, la garde d'une vieille et grande nation et que c'est elle, et non pas la république, qu'on mène avec soi, quand on essaye de se mêler au concert de l'Europe; et, comme il y a dix ans on ne savait faire ni la guerre ni la paix, aujourd'hui, incapables de garder simplement et à la fois la paix et l'honneur national, on passe effrontément des provocations qu'inspire la jactance, aux désaveux empressés que commande l'intérêt électoral. (Bravo ! bravo !)

Et puis, on monte au Capitole ! Tandis que, s'élevant plus haut encore que ces plaintes patriotiques, la grande clameur de tous les déshérités retentit chaque jour davantage, qui demandent compte à la république bourgeoise des promesses qu'elle adressait au peuple, et qui font sonner aux oreilles des parvenus du libéralisme le glas de la question sociale. (Bravos.)

La question sociale ! Il n'y en a pas, répond le journal de M. Gambetta ! Rabagas l'avait dit avant lui (Rires) : « Il n'y a que des positions sociales ; quand on n'a pas les meilleures, il faut les prendre. » On les a prises ; on s'y trouve bien et on se bouche les oreilles, témoignant une fois de plus que, suivant la parole de l'illustre P. Monsabré, le libéralisme révolutionnaire n'est qu'« une société en commandite, dont le capital se compose de mensonges, et dont le but est d'établir, sur les ruines des pouvoirs renversés, une entreprise gouvernementale qui profitera aux gros actionnaires. Tant pis pour le peuple. » (1) (Bravos. — C'est cela !)

Voilà où nous en sommes.

1. Monsabré, *Radicalisme contre Radicalisme* p. 198.

Et il me reste, messieurs, vous le presentez, pour aller au bout de ce triste examen, la tâche la plus douloureuse, celle qui émeut le plus profondément mon cœur et les vôtres ; il me reste à parler de la guerre religieuse déchaînée dans tout le pays.

Je ne veux pas faire passer sous vos yeux le lugubre et interminable défilé des violences, des proscriptions et des ruines qui ont rempli l'année dernière. Je ne veux pas essayer un récit incomplet de ces scènes déchirantes et à jamais honteuses pour une nation, que toute la France a connues, et dont le souvenir ne s'effacera pas des âmes chrétiennes ni des cœurs épris de la vraie liberté ! (Jamais ! jamais !)

Un jour, messieurs, nos enfants et nos neveux se refuseront à croire ce que nous avons vu : les asiles sacrés de la prière et de la charité attaqués en pleine paix, sans que rien, dans ces cloîtres silencieux, fût venu servir, je ne dirai pas de provocation, mais de prétexte à une telle surprise, obligés de se tenir pendant un mois en état de défense, et livrant enfin à la force, derrière leurs portes brisées, leurs hôtes innocents, et, du même coup, enfermés dans les plis de leurs robes de bure, les droits de Dieu et ceux des citoyens. (Bravos répétés. — Applaudissements.) Ils se refuseront à croire ce que nous avons vu : les ministres de Dieu saisis par ceux qu'on charge de poursuivre les mal-fauteurs ; que dis-je ? Jésus-Christ lui-même enfermé dans ses sanctuaires par des mains impies ! Ils se refuseront à le croire, ou bien ils supposeront quelque nouvelle invasion des barbares, et ils ne voudront pas admettre que ce spectacle inouï fut donné par un gouvernement légal, l'ordonnant au nom des lois, et forçant à y participer les soldats de la France ! (Long murmure d'indignation.)

Et pourtant c'est l'histoire d'hier, et, pendant que j'en évoque le souvenir, il y en a un autre qui me presse malgré moi et qui remplit mon âme! je parle, presque jour pour jour, dix ans après le 18 mars, et je m'imagine que tout à coup un des otages de la Commune secoue sa poussière sanglante et apparaît au milieu de nous! Que va-t-il dire? Au récit de ces demeures violées, de ces églises profanées, de ces prêtres traités en malfaiteurs, il croira que nous rappelons les temps où il a succombé pour Dieu et pour la patrie! Mais non, il faudra lui répondre que nous parlons d'aujourd'hui, et qu'après dix ans passés sur sa cendre refroidie, ses yeux ne se sont un moment ouverts que pour voir ses frères proscrits et ses bourreaux triomphants! (Bravos répétés. — Vivent les Jésuites!) Dix ans, messieurs, qui l'eût dit alors, à cette heure tragique où l'indignation soulevait toutes les âmes, et où la France épouvantée poussait à son réveil un long cri de repentir, d'espérance et de foi!

Dix ans! Et laissez-moi le dire, le despotisme qui nous tient courbés à quelque chose de pire que celui qui nous menaçait alors : celui-là, c'était l'explosion violente d'une criminelle folie, dont l'excès même compromettait le succès; aujourd'hui, c'est la patiente réalisation d'un plan savamment conçu, habilement poursuivi, c'est la guerre à Dieu, légale et méthodique, mais toujours irréconciliable et acharnée; c'est la destruction progressive mais résolue de la religion. (Oui! oui! C'est vrai!) Ce ne sont pas seulement les moines proscrits et dépouillés, c'est l'hospice et le bureau de bienfaisance transformés en instruments d'un parti politique, c'est la sœur de charité chassée du chevet des mourants, l'administration du culte livrée à l'autorité civile, le prêtre obligé de se faire soldat et le recru-

tement du clergé rendu presque impossible; c'est par-dessus tout la conjuration formée contre l'âme de nos enfants, la conjuration de l'article 7 et des lois Ferry, les crucifix enlevés à coups de balai dans les écoles de Paris et jetés dans des tombereaux, les Frères et les Sœurs expulsés des écoles communales; la conjuration de la loi Paul Bert enfin, qui enveloppe dans une gratuité mensongère et ruineuse l'enseignement sans Dieu, qu'elle prétend imposer à tous par l'odieux despotisme de l'obligation. (Bravos répétés.) Demain ce sera peut-être la loi du pays, et alors on sera bien près du couronnement de l'édifice, car on aura mis la main sur les générations qui grandissent, et, dans quelques années, on aura fait un peuple sans Dieu, sans croyance et sans foi, c'est-à-dire un peuple prêt pour tous les esclavages! (Très bien! très bien!)

Voilà l'œuvre de la République!

Oh! je sais qu'on se défend de toute haine préconçue, et qu'à chaque violence nouvelle on s'assoit sur les ruines qu'on a faites pour reprendre haleine et parler d'apaisement. Je sais cela et je dis, messieurs, que c'est une comédie électorale (Oui! oui!); je dis que non seulement on ne peut pas s'arrêter parce qu'on est poussé par les impatients, mais encore et surtout qu'on ne veut pas s'arrêter, et on ne le veut pas, parce que l'œuvre entreprise n'est pas une œuvre de hasard, de circonstance ou de politique, mais une œuvre de sectaires longuement préparée dans les loges de la franc-maçonnerie, commencée dès le lendemain de la guerre de 1871, dans les discours où M. Gambetta allait, comme à Saint-Quentin, comme à la Ferté-sous-Jouarre, amener les esprits contre les catholiques; une œuvre enfin dont le programme est devenu celui de toute sa vie politique et qui porte un nom connu de toute la France : c'est le programme de Romans. I..

Voilà la vérité ! (Oui ! oui ! — Applaudissements.) On a pu varier les procédés, essayer tour à tour de la violence et de la modération ! On n'a jamais changé de programme et on poursuit avec persistance le plan qu'on a tracé d'avance. Ce n'est pas l'emportement d'un jour, c'est un système de gouvernement qui consiste à déchristianiser la France pour mieux l'asservir, à mettre partout l'Etat à la place de Dieu, et, quand on aura suffisamment enguirlandé les électeurs de belles promesses et de bonnes paroles, quand on les aura étourdis par le mirage d'une prospérité factice, et trompés par les apparences d'une modération intéressée, un système de gouvernement qui consistera, on l'espère bien, à se mettre soi-même à la place de l'Etat.

Voilà la dictature qu'on nous prépare.

C'était jadis la dictature de l'incapacité ; aujourd'hui, ce sera quelque chose de bien plus redoutable : ce sera la dictature de l'impiété. (Bravos.)

Sans doute la France chrétienne, la France honnête a protesté par d'admirables résistances contre la tyrannie qui la presse ; et je ne sais rien de plus beau, de plus fortifiant que cette lutte entre la conscience et le despotisme, que cette nation qui défend son âme contre l'esclavage, qui se dérobe avec de superbes révoltes au joug qu'on lui propose, et qui, sentant sur son épaule la main de ses vainqueurs, se redresse courageusement, s'enveloppe dans son honneur, et s'écrie, comme cet orateur de Rome au tyran qui le menaçait : « Quand tu m'arracherais la langue, mon âme, restée libre, de son souffle seul repousserait ta violence ! » (Bravo ! — Applaudissements prolongés.) Je ne sais rien de plus beau que ces protestations qui se multiplient sans cesse depuis deux ans ; rien de plus beau que ces juges qui demeurent jusqu'au dernier

jour, sous l'épée qui les menace, fièrement drapés dans leur indépendance ; rien de plus beau que ces trois cents magistrats qui déposent leur toge pour ne pas courber leurs fronts (Très bien ! — Bravos) ; rien de plus beau que ces sacrifices constants, ces dévouements infatigables qui donnent à la défense religieuse du pays ses ressources et ses serviteurs ! Cette lutte, messieurs, cette protestation de tous les catholiques, de tous les hommes de liberté contre le despotisme révolutionnaire, il faut qu'elle continue sans trêve et sans repos : c'est le devoir, c'est l'honneur, c'est le moyen de faire hésiter les persécuteurs, d'entraver leur marche, de retarder enfin, autant que possible, l'exécution de leurs desseins.

Mais je suis ici pour vous dire, parce que c'est ma conviction, que ce n'est pas assez.

Ce n'est pas assez, parce que cela ne résout pas la question politique, et que, la question politique en suspens, c'est le lendemain plein de périls et d'incertitudes, c'est l'avenir du pays livré à tous les dangers que j'ai essayé de vous montrer ; je me trompe, c'est l'avenir du pays condamné à l'irréremédiable catastrophe morale et matérielle dont j'ai fait tout à l'heure passer le tableau sous vos yeux.

Voulons-nous abandonner notre patrie à la ruine, nos intérêts les plus chers à l'exploitation d'une politique coupable, nos enfants à l'impiété, nous-mêmes à la persécution, nos champs, nos ateliers et nos usines à une législation qui les épuise ; nos droits et nos libertés à un despotisme sans scrupule ; notre dignité, notre sécurité nationale aux entreprises inavouées ? Ou bien, comme des citoyens pénétrés de leurs devoirs envers leur pays, comme des hommes jaloux de leur indépendance, comme des chrétiens dévoués à leur foi, voulons-

nous à tout prix tenter un effort héroïque pour sauver notre patrie et nous sauver nous-mêmes? Voilà la question. (Mouvement.)

Messieurs, je n'ai jamais compris l'indifférence politique. Je sais très bien, et tous les catholiques savent avec moi que, si la soumission à la loi divine est la condition essentielle qui s'impose à tous les gouvernements humains, Jésus-Christ n'a pas cependant dicté aux nations chrétiennes la forme de leur constitution politique, et que c'est là une question libre au-dessus de laquelle l'Église demeure immuable dans sa constitution divine. Si l'indifférence politique était là, s'il s'agissait d'une thèse aussi manifeste pour un esprit chrétien, je n'en parlerais que pour y souscrire. Je dirai davantage : si l'indifférence politique n'était que la préoccupation exclusive, chez ceux qui en ont la garde, d'intérêts sacrés plus hauts que les intérêts humains, je n'élèverais pas la voix pour la condamner. Mais ce n'est pas là, ce n'est pas dans cette affirmation d'un principe certain, dans ce sentiment d'un devoir supérieur, qu'est l'indifférence politique : elle est dans cette erreur pratique, qui, s'appliquant à un pays déterminé, y tient tous les gouvernements pour également bons ; elle est dans cette insouciance qui les accepte tous par une défaillance coupable, et qui se réfugie dans le chimérique espoir de trouver des expédients pour en tirer parti. (Bravos. — Applaudissements.)

C'est là qu'est l'indifférence politique, et c'est d'elle que l'illustre et à jamais regretté Cardinal Pie (Bravos prolongés) a pu dire « qu'elle ne sera jamais qu'une vaine formule. Quiconque, — ce sont ses propres paroles, — quiconque s'épuise à vous dire qu'il n'a pas d'opinion politique, et que le mieux est de n'en pas avoir, termine rarement son discours sans vous démontrer qu'il en a

une mauvaise et qu'il veut vous la faire partager. » (1) (Bravos. — Applaudissements.)

Voilà ce que c'est que la neutralité politique, et c'est pourquoi je dis qu'elle est aussi impraticable que dangereuse.

Une nation ne peut pas se passer de gouvernement, et la forme qu'aura ce gouvernement, le principe sur lequel il reposera, le choix de celui qui en sera le dépositaire, rien de tout cela ne peut être indifférent, je ne dis pas à un homme qui aime son pays, mais à un homme qui prétend y vivre, parce que ce sont autant des questions intimement liées à l'ordre social tout entier, à la prospérité publique, à la sécurité du lendemain, à la paix de la conscience et au repos de la famille. Et, si cette nation est la France, la question est plus pressante, plus inéluctable encore, parce que, dans l'état où la Révolution l'a mise, le gouvernement, l'ordre légal a un si grand empire, une puissance si accablante que, s'il est mauvais, s'il est vicié dans ses origines, dans ses doctrines et dans ses représentants, il a, sur les destinées du pays, une influence chaque jour plus funeste, et qu'il arrive une heure où le despotisme de l'Etat finit par étouffer la révolte de la conscience. M. de Martignac a dit un jour cette belle parole : « C'est un grand mal dans un pays quand la loi ordonne ce que l'honneur défend : en France, c'est toujours la loi qui succombe! »

Messieurs, Dieu me garde de vouloir offenser mon pays ! Mais, laissez-moi vous le dire, quelle que soit encore sa vigueur morale, quelque ressource qu'il y ait dans l'énergie de sa conscience, je ne crois pas qu'à l'heure où nous sommes cette parole soit vraie. La loi,

1. Œuvres de l'Évêque de Poitiers, II, 321.

nous à tout prix tenter un effort héroïque pour sauver notre patrie et nous sauver nous-mêmes? Voilà la question. (Mouvement.)

Messieurs, je n'ai jamais compris l'indifférence politique. Je sais très bien, et tous les catholiques savent avec moi que, si la soumission à la loi divine est la condition essentielle qui s'impose à tous les gouvernements humains, Jésus-Christ n'a pas cependant dicté aux nations chrétiennes la forme de leur constitution politique, et que c'est là une question libre au-dessus de laquelle l'Église demeure immuable dans sa constitution divine. Si l'indifférence politique était là, s'il s'agissait d'une thèse aussi manifeste pour un esprit chrétien, je n'en parlerais que pour y souscrire. Je dirai davantage: si l'indifférence politique n'était que la préoccupation exclusive, chez ceux qui en ont la garde, d'intérêts sacrés plus hauts que les intérêts humains, je n'élèverais pas la voix pour la condamner. Mais ce n'est pas là, ce n'est pas dans cette affirmation d'un principe certain, dans ce sentiment d'un devoir supérieur, qu'est l'indifférence politique: elle est dans cette erreur pratique, qui, s'appliquant à un pays déterminé, y tient tous les gouvernements pour également bons; elle est dans cette insouciance qui les accepte tous par une défaillance coupable, et qui se réfugie dans le chimérique espoir de trouver des expédients pour en tirer parti. (Bravos. — Applaudissements.)

C'est là qu'est l'indifférence politique, et c'est d'elle que l'illustre et à jamais regretté Cardinal Pie (Bravos prolongés) a pu dire « qu'elle ne sera jamais qu'une vaine formule. Quiconque, — ce sont ses propres paroles, — quiconque s'épuise à vous dire qu'il n'a pas d'opinion politique, et que le mieux est de n'en pas avoir, termine rarement son discours sans vous démontrer qu'il en a

une mauvaise et qu'il veut vous la faire partager. » (1) (Bravos. — Applaudissements.)

Voilà ce que c'est que la neutralité politique, et c'est pourquoi je dis qu'elle est aussi impraticable que dangereuse.

Une nation ne peut pas se passer de gouvernement, et la forme qu'aura ce gouvernement, le principe sur lequel il reposera, le choix de celui qui en sera le dépositaire, rien de tout cela ne peut être indifférent, je ne dis pas à un homme qui aime son pays, mais à un homme qui prétend y vivre, parce que ce sont autant des questions intimement liées à l'ordre social tout entier, à la prospérité publique, à la sécurité du lendemain, à la paix de la conscience et au repos de la famille. Et, si cette nation est la France, la question est plus pressante, plus inéluctable encore, parce que, dans l'état où la Révolution l'a mise, le gouvernement, l'ordre légal a un si grand empire, une puissance si accablante que, s'il est mauvais, s'il est vicié dans ses origines, dans ses doctrines et dans ses représentants, il a, sur les destinées du pays, une influence chaque jour plus funeste, et qu'il arrive une heure où le despotisme de l'Etat finit par étouffer la révolte de la conscience. M. de Martignac a dit un jour cette belle parole: « C'est un grand mal dans un pays quand la loi ordonne ce que l'honneur défend: en France, c'est toujours la loi qui succombe! »

Messieurs, Dieu me garde de vouloir offenser mon pays! Mais, laissez-moi vous le dire, quelle que soit encore sa vigueur morale, quelque ressource qu'il y ait dans l'énergie de sa conscience, je ne crois pas qu'à l'heure où nous sommes cette parole soit vraie. La loi,

1. Œuvres de l'Évêque de Poitiers, II, 321.

la légalité a chez nous une puissance presque sans bornes, et, quand elle est maniée par des hommes que le scrupule n'arrête pas, elle devient une oppression plus forte que toutes les protestations. L'honneur se révolte et s'indigne, sans doute, mais la loi impose silence à ses gémissements, et, quand une pareille expérience a été faite souvent, quand la terreur s'ajoute à la lassitude, alors, messieurs, oui, je l'avoue, je crois que l'honneur peut succomber... C'est le règne du despotisme, (Bravo! — Mouvement prolongé.) et, quand je parle du despotisme de la légalité dans l'année qui a vu l'application des lois existantes, je ne crois pas que je parle d'une chimère. (Non! non! Bravo!) Cela ne dure pas! me dit-on, et l'excès même de la tyrannie amène tôt ou tard un réveil de l'opinion. Je le veux bien; mais d'abord n'est-ce rien que le mal qui se fait pendant qu'on attend la réaction promise, et cette lente corruption que la loi promène dans le pays, avec tout son prestige et tous ses moyens d'action? Et je le dirai encore, messieurs, — je suis ici pour tout dire — je redoute pour la France encore autre chose, et la réaction ne me rassure pas plus que l'anarchie. Je le répète, je ne veux pas être injuste pour mon pays; mais, après tant de révolutions, après tant et de si persistantes confusions, après tant de changements, de systèmes divers tour à tour essayés et rejetés, je me demande, messieurs, ce qu'il adviendrait du brusque revirement d'une opinion affolée par l'excès révolutionnaire, ce qui se passerait ce jour-là dans ce pays où la foi est si profondément troublée, où la notion du juste et de l'injuste a reçu de si rudes atteintes, où l'habitude du fait accompli a pris un tel empire! Je me le demande avec effroi, et je ne suis pas sûr que l'indifférence politique ne nous mènerait pas alors tout droit dans les bras d'un sauveur d'aventure qui, pour prix de

l'ordre matériel, nous donnerait un despotisme nouveau. (Très bien! très bien. — Applaudissements.)

Cette politique-là, cette politique de la réaction au hasard et sans principes, c'est la politique des catastrophes, et ce n'est pas la mienne. (Très bien! très bien!) Ce que je veux, c'est arrêter le mal, c'est prévenir la catastrophe, et je dis que, pour cela, il faut un gouvernement; que du choix de ce gouvernement dépendent l'avenir et la sécurité du pays, et qu'il est du devoir de tous les hommes politiques, de tous ceux qui ont quelque action sur l'opinion de leur temps, de dire ce qu'ils pensent d'une si grave question, de tout faire pour éclairer leurs concitoyens et pour hâter l'heure de cette délivrance nécessaire.

Nous périssons! Voilà la vérité (Oui! oui! — Très vrai.) et le cri d'alarme de tous les bons citoyens. Nous périssons par la destruction de nos croyances, par l'éducation sans Dieu, par le gaspillage de nos finances, par le désordre de notre administration, par la crise économique! Il n'y a personne parmi les plus timides, parmi les plus indifférents, qui ne le croie et qui, rentrant à son foyer, après ses affaires ou ses plaisirs, ne répète avec l'accent de la douleur, de la colère ou du découragement: Nous périssons!

Eh bien! messieurs, je ne consentirai pas, quant à moi, à m'asseoir sur le tombeau de la France! (Bravos! — Applaudissements prolongés.) Nous périssons, parce que nous ne voulons pas nous sauver, et que nous sommes un peuple partagé en deux parts: l'une qui s'endort au lendemain de chaque tempête, sans souci de la tempête du lendemain, sous la tente qui lui offre un abri de passage; l'autre qui use ses forces contre la Révolution, sans point d'appui suffisant pour la vaincre, et qui roule ainsi sans espoir le rocher sous lequel elle

retombe épuisée. Messieurs, je parle aux uns et aux autres, mais peut-être à ceux-ci plus encore qu'aux premiers, et je leur dis : Il n'y a plus d'illusion, plus d'hésitation possible ! Si nous laissons les générations qui grandissent entre les mains de la République, elle tuera en elles l'âme de la France. Hâtons-nous ! (Oui ! oui !) Le temps presse ! Le mal est déjà profond : demain il pourrait être sans remède.

J'ai le droit, messieurs, de tenir un pareil langage, et je suis, en parlant ainsi, dans une incontestable légalité ; la constitution qui a organisé la république est révisable, c'est-à-dire qu'elle peut être modifiée, non-seulement dans ses détails, mais dans la forme même du gouvernement : les déclarations les plus formelles et les plus explicites ont établi, de cette manière, le sens de l'article 8 des lois constitutionnelles et consacré, à cet égard, un droit absolu. C'est aux Chambres qu'il appartient d'en faire usage dans des conditions déterminées et, dans une année qui sera marquée par les élections législatives, qui se terminera par un renouvellement du Sénat, c'est le droit des citoyens de se préoccuper de cette question de révision, c'est le devoir des hommes publics de dire ce qu'ils en pensent, s'ils la croient nécessaire et comment ils l'entendent.

La révision ne serait qu'un mensonge si un tel droit pouvait nous être refusé, et nous manquerions, nous, royalistes, à notre honneur, à notre loyauté, à notre sincérité, si nous ne disions pas nettement à cette heure solennelle pourquoi nous adjurons notre pays de repousser la république et d'acclamer la monarchie. (Bravo ! bravo !)

Sans doute, si nous étions en face d'hommes trompés et sans partis pris, qui n'eussent d'autre souci que de défendre leurs institutions politiques, nous pourrions

hésiter à faire une pareille déclaration, dans la crainte de paraître, malgré nous, donner un prétexte à nos adversaires pour aggraver la persécution religieuse. Car ce serait une grande responsabilité que d'accroître le malentendu, d'entretenir la confusion et d'être ainsi pour quelque chose, à son insu même, dans les maux de l'Église.

Mais, je vous le demande, en sommes-nous là ? Y a-t-il une confusion et un malentendu ? (Non ! non !) Est-ce que les hommes que nous avons en face de nous ne sont pas des sectaires qui ont entrepris sciemment, volontairement, la guerre religieuse, qui l'ont étudiée comme une science, qui en ont fait le drapeau de leur vie politique et le programme de leur gouvernement ? Quoi ! nous leur donnerions un prétexte ! Mais, ont-ils attendu d'en avoir un pour chasser les Frères et les Sœurs, pour abolir l'aumônerie militaire, pour proposer l'article 7, pour détruire pièce à pièce l'enseignement supérieur et secondaire, pour expulser les Religieux, pour décréter l'enseignement sans Dieu ? Ont-ils attendu d'avoir un prétexte pour déchaîner la guerre religieuse, pour exciter contre les catholiques toutes les mauvaises passions et pour donner en mot d'ordre à leurs troupes : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

En vérité, quand on entend les hommes qui, depuis dix ans, poursuivent la religion d'une haine insensée, parler de compromissions regrettables et prétendre rejeter sur nous la responsabilité de la guerre qu'ils ont allumée ; quand on songe que ce sont les hommes de Romans, de l'article 7 et du 29 mars qui jouent cette comédie, en vérité le sang monte au visage, et on se demande qui donc ils se flattent d'abuser ? (Bravos, — Applaudissements prolongés.)

Non ! messieurs, les confusions qu'on invoque, nous

les dissipons à l'avance! Le prétexte qu'on cherche, nous en repoussons la prétention!

La persécution ne tient pas à notre silence ou à nos discours : les causes en sont ailleurs et bien autrement profondes, et les effets en sont venus à ce point que ce qui doit nous occuper, devant cet incendie déchainé de toutes parts, c'est de courir aux pompes pour le tarir dans sa source! L'heure des ménagements illusoires est passée : ce qu'il faut, c'est opposer au mal un remède énergique et je n'en connais qu'un ; ce qui presse, c'est d'empêcher la ruine de la patrie et des choses saintes, et je ne sais qu'un moyen d'y réussir, c'est de donner à la France un gouvernement qui la sauve. (Bravo! bravo!) Quel sera ce gouvernement? Encore une fois, voilà la question.

Messieurs, « la forme sociale et politique dans laquelle un peuple peut entrer et rester n'est pas livrée à son arbitraire, mais déterminée par son caractère et son passé. » (1) (Bravo! bravo!) Ce n'est pas moi qui le dis, ce n'est pas un catholique, ce n'est pas un royaliste, c'est M. Taine qui l'écrit avec sa bonne foi habituelle. Voilà la vérité!

La France n'est pas née d'hier ; ce n'est pas un peuple neuf, improvisé sur une terre vierge, c'est une antique nation, dont le nom et les actes ont rempli l'histoire pendant quinze siècles, et qui a trouvé sur sa route, dans ce long chemin parcouru, assez de gloire et de douleurs pour que ses fils soient passionnément attachés au souvenir des unes et des autres, et pour qu'il ne leur soit pas permis, sous peine de renier le nom de leurs pères, de répudier ce passé plein d'honneur. (Bravo! bravo! — Vive le Roi!)

1. Taine, *les origines de la France contemporaine : l'Ancien Régime*, p. III de la Préface.

Ce passé, cette histoire illustre, c'est la tradition nationale, et je dis que c'est là qu'est le fondement nécessaire de la constitution politique ; je dis que, hors de là, il n'y a que des expédients, des remèdes d'empirique, des préoccupations personnelles ou des calculs d'égoïsme. Je dis que, hors de là, il n'y a qu'une route semée d'abîmes et d'escarpements, sur laquelle on traînera la France en la déchirant en lambeaux ; je dis qu'il n'y a pour nous que la perpétuelle et mortelle oscillation de l'anarchie au despotisme.

La tradition nationale, messieurs! Son prestige a tenté tous ceux à qui Dieu a permis de commander un jour à notre pays, et ils en ont si bien senti la puissance que tous ont voulu s'y rattacher par quelque lien, en essayant de cacher la pauvreté de leur berceau avec un bout du manteau dont les siècles ont couvert les épaules de la France (Bravos. — Applaudissements) : tous, l'empire, qui se donnait avec l'éclat passager de ses institutions comme la forme nouvelle de l'antique monarchie ; tous, et la république elle-même, qui se cherche des titres dans les ruines qu'elle a faites, et jusqu'à M. Jules Ferry qui, s'étant un jour affublé d'une loi ramassée dans les décombres de l'ancien régime, s'est pris pour un successeur des monarques d'autrefois. (Rires ironiques. — Applaudissements.)

La tradition nationale! On n'est pas libre de la dénaturer et de l'invoquer à son gré : elle s'est façonnée dans le sillon des siècles ; et, depuis quatorze cents ans, elle porte un nom qui la résume tout entière, avec ses grandeurs et ses revers, avec ses origines et ses transformations successives : elle s'appelle la Royauté française. (Bravos répétés. — Applaudissements.) Voilà pourquoi, voilà comment je suis royaliste. Je le suis dans la sincérité de ma conscience de catholique et de

Français (Oui! oui! — Bravos), sans rien confondre et sans rien séparer de tout ce qui fait battre mon cœur d'amour, d'espérance et de foi!

Messieurs, il faut aller jusqu'au bout; nous voulons le Roi, et non pas seulement un roi. Pourquoi, et qu'est-ce donc que le Roi?

Je pourrais vous parler de sa personne, du charme qu'il exerce, de l'attrait qu'il inspire, de l'étreinte qui serre le cœur quand, après l'avoir vu et entendu, il faut quitter cette demeure de l'exil où il semble qu'on laisse derrière soi l'âme de la France. (Sensation.) Je pourrais vous dire longuement tout cela, et ce ne serait pas satisfaire une vaine curiosité, car enfin, dans un temps où les hommes pèsent dans la balance d'un poids si lourd, dans un temps où l'on parle couramment de la dictature de M. Gambetta, c'est bien quelque chose que ce prestige du dehors et ce décor extérieur du commandement.

Je pourrais vous dire ce que j'ai vu quand je suis allé à Frohsdorf : je n'y suis pas allé seulement pour y porter un hommage de respect et de fidélité; je n'y suis pas allé non plus en conspirateur; j'y suis allé dire tout ce que je viens de répéter ici loyalement et au grand jour, dans le libre exercice d'un droit que, cette année, les élections et les perspectives de révision rendent plus immédiat que jamais; et, ce que j'ai trouvé, je vais le dire : j'ai trouvé un prince admirablement chrétien dans sa vie, dans son caractère et dans ses principes, uniquement occupé de deux pensées : la France et son devoir (Bravos, bravos); pénétré de nos besoins et des conditions actuelles de la société, prêt à gouverner et sachant que, pour faire son œuvre, pour réformer les mœurs et les institutions sociales de ce pays, il faut d'abord lui donner un gouvernement fort, qui rétablisse

l'ordre et la paix publique, qui fasse taire ceux qui les troublent et qui rendent à tous la sécurité du lendemain. J'ai trouvé, si je puis ainsi parler, un prince qui est un honnête homme et un homme de gouvernement. Je pourrais dire : voilà ce que c'est que le Roi; et, dans la crise qui nous menace, ce ne serait pas peu de chose.

Je pourrais vous dire plus encore... Messieurs, pendant que je vous parle, je me souviens d'un magnifique discours de M. Thiers au Corps législatif de l'empire : il parlait de la question romaine et, dans un superbe mouvement, après avoir énuméré la multitude des catholiques, après avoir dit que leur culte était le vieux culte de la patrie et qu'il en avait béni les gloires et inspiré le génie, il s'arrêta tout à coup sur ces mots : « Je pourrais vous dire tout cela : mais non, messieurs, je ne vous le dirai pas, car il y a quelque chose de plus respectable que le nombre, que le génie, que la gloire : c'est le droit. »

Moi aussi, je pourrais vous dire que le Roi c'est l'incarnation de toutes les vieilles gloires de la France, mais j'aime mieux vous dire qu'il est quelque chose de plus grand, de plus auguste, de plus fort : il est le droit. (Bravo! bravo! Vive le Roi!)

Le droit, messieurs, fondé sur l'antique alliance de la nation française et de la monarchie, sur cette alliance que n'ont pu rompre les violences sanglantes d'un peuple égaré, ni les votes de circonstance, émis sous la pression d'événements astucieusement préparés; le droit, que son représentant injustement déchu n'a pas cessé d'affirmer et de revendiquer par ses nobles protestations chaque fois que la France a changé de caprice ou de meneurs; le droit, dont l'empire est si grand que ceux mêmes qui le foulent aux pieds n'osent pas en renier la puissance, et qu'ils forgent à leur

usage, plutôt que d'avouer leur usurpation, un droit de fantaisie qui s'appellera peut-être demain l'élection dictatoriale ! (Très bien !)

Messieurs, la force est une nécessité de gouvernement et je ne suis pas de ceux qui croient qu'il faille s'en passer ! Mais la force n'est pas un principe : nous avons connu son règne, et la gloire, pendant un temps, lui a fait cortège... la gloire a succombé, la force s'est émoussée et le gouvernement s'est écroulé tout entier. La force, c'est toujours un homme, et, quand l'homme tombe, il n'y a plus rien. Et, si la force est impuissante, est-ce l'acclamation populaire, est-ce la majorité des suffrages avec tous ses caprices, toutes ses faiblesses et tous ses entraînements qui sera le fondement du pouvoir, ou bien la révolte heureuse ou l'émeute triomphante avec ses excès ou ses passions ? La majorité, c'est le droit quand elle dit : *oui*, quand elle dit : *non*, on l'invalidé. (Rires ironiques. — Applaudissements.) L'émeute, c'est le droit quand elle réussit ; quand elle échoue, c'est un crime !

Messieurs, nous avons connu tous ces régimes, et, depuis si longtemps que, pour ne pas reconnaître un Roi, nous nous livrons à ce souverain terrible, tour à tour esclave et tyran, à ce souverain sans nom, sans corps et sans responsabilité qu'on appelle le nombre, je vous le demande, depuis que nous vivons sous cet empire redoutable, qu'y avons-nous gagné ?

Ah ! je sais bien ce que nous y avons perdu. L'autorité d'abord, l'autorité qui se meurt, qui est brisée partout, dans la vie sociale, dans l'école, dans l'atelier et qu'on a remplacée par l'arbitraire, qui est l'autorité des despotes, l'arbitraire dans le gouvernement, l'arbitraire dans l'éducation, l'arbitraire jusque dans la loi.

Messieurs, voilà le plus grand mal, la plus grande

ruine que nous aient faite les gouvernements révolutionnaires. Ils ont tué l'autorité, et, du même coup, ils ont tué la liberté : car ce sont deux compagnes inséparables, et, dans une société fondée sur l'oubli des droits de Dieu, la confusion s'établit sur tous les droits humains de telle sorte que la porte est ouverte tour à tour, et quelquefois tout ensemble au despotisme et à l'anarchie. (Très bien !)

Voilà ce que nous avons perdu ! et, je le répète, qu'avons-nous gagné ? C'est au peuple surtout qu'il faut le demander ; c'est aux faibles, à ceux qui souffrent, à ceux qui travaillent ; car c'est à eux que la révolution a tout promis, et c'est dans leur sang que la république a assis son trône.

Messieurs, je ne suis pas un enfant du peuple ; mais, permettez-moi de le dire, j'ai vécu assez près de lui pour le connaître et avoir le droit d'en parler : depuis dix ans, depuis le lendemain des grandes catastrophes de 1871, j'ai vécu tout entier au service d'une idée, le salut de la classe ouvrière (Bravos énergiques), son salut moral et le progrès de sa condition matérielle, tous deux inséparables dans ma conviction ! J'ai vécu, je devrais dire nous avons vécu, car je ne suis qu'un des soldats de l'armée catholique qui s'est consacrée à cette tâche, nous avons vécu courbés, pour ainsi dire, sur cette pensée unique : servir la cause des travailleurs. (Bravo ! bravo ! — Applaudissements.)

Nous avons entendu leurs plaintes, nous avons vu leurs souffrances, et, au fond de tous ces cœurs trompés, fatigués de la lutte politique, nous avons trouvé un immense découragement et le vide d'une profonde déception. Sans doute, le grand nombre ne voit pas la vérité, et il y a, dans les âmes populaires, des montagnes de préjugés inexplicables, de haines aveugles, de ressenti-

usage, plutôt que d'avouer leur usurpation, un droit de fantaisie qui s'appellera peut-être demain l'élection dictatoriale ! (Très bien !)

Messieurs, la force est une nécessité de gouvernement et je ne suis pas de ceux qui croient qu'il faille s'en passer ! Mais la force n'est pas un principe : nous avons connu son règne, et la gloire, pendant un temps, lui a fait cortège... la gloire a succombé, la force s'est émoussée et le gouvernement s'est écroulé tout entier. La force, c'est toujours un homme, et, quand l'homme tombe, il n'y a plus rien. Et, si la force est impuissante, est-ce l'acclamation populaire, est-ce la majorité des suffrages avec tous ses caprices, toutes ses faiblesses et tous ses entraînements qui sera le fondement du pouvoir, ou bien la révolte heureuse ou l'émeute triomphante avec ses excès ou ses passions ? La majorité, c'est le droit quand elle dit : *oui*, quand elle dit : *non*, on l'invalidé. (Rires ironiques. — Applaudissements.) L'émeute, c'est le droit quand elle réussit ; quand elle échoue, c'est un crime !

Messieurs, nous avons connu tous ces régimes, et, depuis si longtemps que, pour ne pas reconnaître un Roi, nous nous livrons à ce souverain terrible, tour à tour esclave et tyran, à ce souverain sans nom, sans corps et sans responsabilité qu'on appelle le nombre, je vous le demande, depuis que nous vivons sous cet empire redoutable, qu'y avons-nous gagné ?

Ah ! je sais bien ce que nous y avons perdu. L'autorité d'abord, l'autorité qui se meurt, qui est brisée partout, dans la vie sociale, dans l'école, dans l'atelier et qu'on a remplacée par l'arbitraire, qui est l'autorité des despotes, l'arbitraire dans le gouvernement, l'arbitraire dans l'éducation, l'arbitraire jusque dans la loi.

Messieurs, voilà le plus grand mal, la plus grande

ruine que nous aient faite les gouvernements révolutionnaires. Ils ont tué l'autorité, et, du même coup, ils ont tué la liberté : car ce sont deux compagnes inséparables, et, dans une société fondée sur l'oubli des droits de Dieu, la confusion s'établit sur tous les droits humains de telle sorte que la porte est ouverte tour à tour, et quelquefois tout ensemble au despotisme et à l'anarchie. (Très bien !)

Voilà ce que nous avons perdu ! et, je le répète, qu'avons-nous gagné ? C'est au peuple surtout qu'il faut le demander ; c'est aux faibles, à ceux qui souffrent, à ceux qui travaillent ; car c'est à eux que la révolution a tout promis, et c'est dans leur sang que la république a assis son trône.

Messieurs, je ne suis pas un enfant du peuple ; mais, permettez-moi de le dire, j'ai vécu assez près de lui pour le connaître et avoir le droit d'en parler : depuis dix ans, depuis le lendemain des grandes catastrophes de 1871, j'ai vécu tout entier au service d'une idée, le salut de la classe ouvrière (Bravos énergiques), son salut moral et le progrès de sa condition matérielle, tous deux inséparables dans ma conviction ! J'ai vécu, je devrais dire nous avons vécu, car je ne suis qu'un des soldats de l'armée catholique qui s'est consacrée à cette tâche, nous avons vécu courbés, pour ainsi dire, sur cette pensée unique : servir la cause des travailleurs. (Bravo ! bravo ! — Applaudissements.)

Nous avons entendu leurs plaintes, nous avons vu leurs souffrances, et, au fond de tous ces cœurs trompés, fatigués de la lutte politique, nous avons trouvé un immense découragement et le vide d'une profonde déception. Sans doute, le grand nombre ne voit pas la vérité, et il y a, dans les âmes populaires, des montagnes de préjugés inexplicables, de haines aveugles, de ressenti-

ments injustes, qu'y ont accumulé la corruption systématique, le défaut d'éducation morale, et, il faut bien le dire aussi, de notre part à nous, l'oubli du devoir social.

Mais, dans ces âmes troublées, que l'appât des biens terrestres a violemment détournées des croyances surnaturelles, ce qui domine, ce qui éclate, je le répète, c'est la déception et le sentiment profond de la banqueroute révolutionnaire. (Très bien! très bien!) A ce peuple, on a tout promis : la puissance, la richesse et l'indépendance! On ne lui a donné que le masque d'une souveraineté chimérique, et, derrière ce masque, il n'y a qu'un esclave, un esclave qui porte sur ses épaules les politiciens dont il a fait la fortune (Bravos. — Applaudissements), un esclave qui appartient corps et âme à la fournaise industrielle où on le jette comme une marchandise!

On a tout promis à l'ouvrier! Mais, son repos, sa santé, sa vieillesse, son foyer, son avenir, ses intérêts professionnels! qui s'en soucie? Après quatre-vingt-dix ans, on en est à discuter s'il est convenable de lui rendre une parcelle du droit d'association que la révolution lui a ravi! et c'est tout ce qu'on sait faire pour essayer de résoudre cette question sociale, cette question économique qui est la question vitale du temps moderne, qui s'impose à tous les gouvernements de l'Europe, et dont l'intérêt public devrait au moins, à défaut du sentiment de la justice, faire comprendre l'importance.

Messieurs, j'ai nommé la justice! Où est-elle, à l'heure où je parle? Elle est comme la liberté : elle est comme l'autorité, elle est morte, la Révolution l'a tuée. (Sensation.) Et, quand un gouvernement qui n'a pour lui ni la tradition nationale, ni l'antiquité des services rendus,

ni l'éclat de la gloire, ne donne pas même l'autorité, ni la liberté, ni la justice, je le demande, de quoi peut-il se prévaloir?

Voilà la seconde raison pour laquelle je suis royaliste. C'est que à l'abri du droit, du principe qui m'apporte la stabilité, c'est-à-dire la sécurité du lendemain, je suis sûr de voir renaître et se rétablir, à tous les degrés de l'échelle sociale, l'autorité, l'autorité forte et paternelle, parce qu'elle a confiance dans sa légitimité; je suis sûr de retrouver la liberté dont j'ai besoin, non pas la liberté de tout faire, de tout dire et de tout écrire, que je ne désire pas parce qu'elle n'est presque toujours que la liberté du mal (Très bien! très bien), mais la liberté de la conscience, la liberté de la famille, la liberté individuelle que la république me retire (C'est vrai! c'est vrai!); je suis sûr enfin de voir entreprendre la grande œuvre de justice que le peuple attend depuis un siècle et à laquelle vient nécessairement aboutir toute la politique contemporaine : œuvre immense et magnifique, qui est faite pour tenter l'ambition d'un roi, quand ce roi se sent l'âme assez haute pour l'envisager sans effroi.

Certes, je ne veux pas dire que la monarchie suffise à elle seule pour résoudre la question sociale; mais je dis qu'elle seule peut y travailler avec fruit, parce qu'elle est la base nécessaire de tout l'ordre politique : je ne dis pas qu'elle la résoudra en un jour, mais je dis qu'elle y travaillera sans relâche, honnêtement, loyalement, non pas avec des phrases, des promesses et des formules théoriques, mais avec des principes et des institutions, avec des encouragements aux hommes de bonne volonté, avec le concours pratique des hommes spéciaux. Je le dis, parce que la monarchie que j'attends pour mon pays porte avec elle un principe qui rassure

mon âme à l'avance et lui donne une confiance absolue dans son programme : elle est la monarchie chrétienne ! (Bravos redoublés. — Applaudissements prolongés.) Oh ! messieurs, je sais bien ce qu'on dit : je sais bien par quels arguments on nous combat. La monarchie chrétienne, on dit que ce sera le gouvernement des curés, la dîme rétablie, les droits féodaux et les privilèges de la noblesse restaurés. Voilà ce qu'on dit, et ceux qui le croient le moins sont ceux qui le font croire aux autres (Bravos) : on se sert d'un mensonge comme d'une arme politique, et on sait bien que c'est un mensonge.

Mais c'est assez qu'on le dise pour que nous ayons, nous, le devoir de le démentir sans cesse, d'abord en y opposant la parole même du Prince qui l'a cent fois donnée, puis, comme cela n'embarrasse pas les trompeurs de profession, en y répondant par l'évidence, en répétant que l'ancien régime est mort avec ce qu'il avait de bon, et avec les abus qui s'y étaient introduits ; et que, s'il est vrai qu'après un siècle de révolution, nous avons besoin d'une réorganisation sociale, il ne l'est pas moins qu'elle ne peut être faite que lentement, par un accord intime entre la tradition et les conditions actuelles de la société (Très bien !) ; et, quant au gouvernement des curés, je crois pouvoir dire que les Evêques et le clergé n'ont pas plus envie de se charger du fardeau de l'administration civile que le Roi celle de le leur offrir, et que nos vœux se bornent à voir l'un et l'autre pouvoir dans une harmonie dont la république elle-même, si j'en crois la renommée, paraît quelquefois sentir le besoin. (Rires ironiques. — Applaudissements.)

Messieurs, il faut bien répondre à ces accusations, mais il faut aussi parler sérieusement et dire ce que c'est que la monarchie chrétienne ; pour moi c'est, en

deux mots, un pouvoir soumis à la loi divine, qui fait respecter Dieu et qui laisse l'Eglise libre dans son culte, dans sa parole, dans ses institutions, et dans son gouvernement. (Bravo ! bravo !) C'est un pouvoir honnête et soucieux du bien-être de ceux qu'il gouverne, qui épargne leurs finances et protège le travail national ; c'est un pouvoir dont l'ambition est le bien public et qui appelle à lui, pour l'aider à le faire, tous ceux qui veulent et qui peuvent y contribuer, sans distinction d'origine, sans préoccupation du passé, à cette seule condition d'apporter avec eux une entière bonne volonté et une parfaite loyauté (Très bien ! très bien ! — Vive le Roi !) : c'est un régime dont celui qui en est pour nous l'auguste représentant a donné lui-même la formule, quand il a écrit cette magnifique parole : « Il faut, pour que la France soit sauvée, que Dieu y rentre en maître pour que j'y puisse régner en roi ! » (Bravos et applaudissements prolongés.)

Voilà comment je conçois la monarchie chrétienne ! et, permettez-moi de vous le dire, j'y vois quelque chose de plus encore : j'y vois ce pays reprenant dans le monde son rang et son prestige par la dignité de son langage et de sa conduite, imposant aux empires voisins, par le grand nom du Roi de France, le respect et la confiance, se plaçant avec lui à la tête des gouvernements conservateurs, et montrant à l'Europe, où il a promené la Révolution, l'exemple qu'il lui doit en retour de la Révolution vaincue par le Christianisme ! (Très bien ! très bien ! — Applaudissements prolongés.)

Voilà ce que j'appelle la monarchie chrétienne, et c'est la troisième raison pour laquelle je suis royaliste. Je le suis par ce que j'aime passionnément mon pays, parce que, suivant la parole de Berryer, je suis patriote, très bon patriote. (Vive le Roi ! vive M. de Mun !)

Messieurs, j'ai trop abusé de votre attention et je me hâte de finir; j'ai tâché de vous dire pourquoi la monarchie m'apparaît comme le seul et nécessaire port de salut. Je regarde autour de moi, et je ne vois plus même d'abri provisoire qui puisse tenter les hésitants; je n'en vois plus d'aucune sorte. La république conservatrice? (Rires ironiques.) Nous l'avons vue avec M. Thiers: elle est venue s'évanouir dans les bras de M. Barodet. M. Dufaure a essayé d'en relever les débris, ils sont tombés avec lui, et il n'a plus trouvé, pour sa sincérité religieuse, d'autre ressource que de mettre son éloquente parole au service des causes justes et saintes persécutées par la république. M. de Freycinet disait à Bordeaux, en 1878, qu'il voulait une république où l'on ne blessât ni les personnes ni les intérêts, où l'on fût tolérant et conciliant: étant devenu chef du pouvoir, il a chassé les Jésuites (Rires ironiques); puis, il a cru qu'ayant fait la part du feu, ayant sacrifié un nombre respectable d'innocents, il pourrait gouverner sans faire de victimes nouvelles: c'est à quoi se réduisait alors la république conservatrice. (Nouveaux rires.) M. de Freycinet est tombé sous cette illusion. On dit que M. Gambetta est aujourd'hui devenu le représentant de la république conservatrice!... Voilà ce qui nous reste! et déjà, pendant qu'on offre au pays cette extrémité comme une ressource suprême, la Commune relève partout sa tête triomphante, les amnistiés s'assoient dans l'Assemblée nationale, et la république de demain montre son visage à travers les mailles largement ouvertes de la politique opportuniste. Je demande après cette expérience de dix ans, ce qu'on attend pour se convaincre. (Bravos.)

L'empire? messieurs, l'empire est mort, mort dans

une catastrophe sans égale, qui a trouvé nos cœurs d'autant mieux ouverts à une respectueuse sympathie, qu'en nous inclinant devant ce grand deuil d'un parti, nous pouvions saluer en même temps une gloire de plus pour l'histoire nationale. (Très bien!) L'empire est mort, car ce n'est pas vivre que d'avoir un représentant renié par tous ceux qui veulent sauver la religion et l'ordre social. (Bravos.)

Eh bien! aux désabusés de la république qui ne veulent pas de ses violences et qui n'espèrent plus dans sa modération, aux survivants de l'empire qui demandent un gouvernement fort, un gouvernement d'ordre et d'autorité, et qui gardent pieusement dans leur cœur la mémoire des princes qu'ils ont perdus, aux conservateurs, enfin, de tous les partis de la nation, non pas à ceux qui sont prêts à s'accommoder de tous les régimes en échange d'un peu d'ordre matériel; mais à tous les hommes de travail, de foi, de liberté, qui sont soucieux de leurs intérêts, de leur religion, de l'éducation de leurs enfants; qui ont besoin, pour vivre, de la paix, de la prospérité, de la sécurité du lendemain, à tous ces hommes de bonne volonté, je dirai: Qu'attendez-vous pour venir à nous? (Bravos. — Acclamations. — Vive le Roi!)

La monarchie est là toute prête, avec un Roi chrétien, honnête et loyal, avec des princes unis derrière lui dans une commune pensée de patriotisme! La monarchie avec son principe de stabilité, ses traditions, les preuves de son passé; et, en face, il y a la République avec la guerre à Dieu, la sécurité menacée au dedans et au dehors, l'anarchie dans l'armée, dans la justice, dans l'administration; la république avec sa tyrannie, sa mobilité et, elle aussi, avec ses traditions et les preuves de son passé! (Bravos redoublés.)

Mais la république, faites-y bien attention, où tout le monde s'unit pour combattre à l'heure du péril, autour du chef et du drapeau commun, tous, radicaux et modérés, intransigeants et opportunistes, tous, sans distinction de nuances, d'opinions et de préférence : voilà ce que je demande ! Je demande que nous suivions cet exemple fécond et que tous, chrétiens et conservateurs, hommes de foi, d'ordre et de liberté, nous oublions les nuances, les opinions, les préférences qui nous divisent pour nous rallier autour du Roi et du drapeau de la monarchie nationale ! (Bravos ! Applaudissements prolongés. — Vive le Roi !)

Je le demande, messieurs, dans toute l'ardeur de mon patriotisme, dans la sincérité d'une conviction que les événements fortifient chaque jour, heureux si ma voix peut être entendue de quelques-uns, et si je puis, par mon exemple et pour ma faible part, contribuer à former, pour le salut de la France chrétienne, la grande armée de la conservation sociale, à qui la tradition des siècles a légué ce cri de ralliement qui vaut tout un programme : Dieu et le Roi ! (Bravos ! — Longue salve d'applaudissements. — Vive le Roi ! — Vive M. de Mun ! L'orateur est entouré et vivement félicité).

EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE

<i>Le Gouvernement de la délivrance</i> , in-18.	« 10
<i>Le même</i> , édition in-8°.	« 60
<i>La Solution</i> , par M. AMÉDÉE DE MARGERIE auteur de l' <i>Urgence</i> , in-8°.	1 »
<i>La Royauté</i> , extrait de la <i>Solution</i> . In-18.	« 10
<i>Les Ennemis de la République</i> . Lettre d'un maçon au Président de la République française, in-18	« 10
<i>Les Crimes de 1880</i> , in-18 avec vignettes	« 10
<i>Dix Ans de République</i> , in-18.	« 20
<i>De 1789 à 1804. Quinze ans de Révolution</i> , 1 vol. in-18 illustré	1 50
<i>Manuel pratique de l'électeur municipal</i> , par L. GUERRIN, docteur en droit. 1 vol. in-18	« 60
